Deux siècles d'immigration Languedoc-Roussillon

Suzana Dukic

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/230>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.230

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 76-87

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Suzana Dukic, « Deux siècles d'immigration Languedoc-Roussillon », *Hommes & migrations* [En ligne], 1278 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/230> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.230>

Deux siècles d'immigration Languedoc-Roussillon

Par Suzana Dukic,
chargée d'études, Institut social et coopératif de recherche appliquée,
Iskra-Méditerranée.

Travailleurs marocains et espagnols dans le verger du mas des Tuileries, Environs de Nîmes
© Jacques Widenberger

Traversé par des courants migratoires de faible ampleur du Moyen Âge à l'Ancien Régime, le Languedoc-Roussillon est devenu, à l'ère des grandes migrations politiques et de travail, un des plus importants pôles nationaux d'immigration, aux XIX^e et XX^e siècles. Longtemps de voisinage, l'immigration a joué un rôle majeur dans le développement de la viticulture dans la région. Aux côtés de ces formes migratoires désormais anciennes, la région accueille aujourd'hui une immigration inédite.

Une région singulière en termes d'immigration

La région Languedoc-Roussillon présente des singularités fortes en matière d'immigration : une proportion d'étrangers supérieure à la moyenne nationale durant tout le XX^e siècle ; le poids décisif de l'agriculture, notamment la viticulture, dans l'immigration de travail ; le phénomène simultané et croisé des immigrations étrangères et des émigrations régionales liées à l'exode rural ; la prépondérance des migrations de voisinage, notamment espagnoles, durant près de cent cinquante ans ; l'importance des vagues migratoires en provenance d'Algérie puis du Maroc ; enfin, des formes récentes de migrations nord-européennes liées à l'héliotropisme qui côtoient d'autres mouvements migratoires liés à la pauvreté, à l'asile et à la famille. Bien entendu, ces tendances sont modérées par l'observation à plus petite échelle, car l'histoire de l'immigration en Languedoc-Roussillon est, comme ailleurs, très différenciée selon les territoires⁽¹⁾.

Du Moyen Âge à l'Ancien Régime : une présence étrangère réelle mais de faible ampleur

Dès le Moyen Âge et durant l'Ancien Régime, des étrangers – étudiants, ingénieurs ou savants – viennent en petit nombre en Languedoc-Roussillon se former ou proposer des savoir-faire rares. Des armateurs, marchands, épiciers, drapiers ou orfèvres lombards, marocains du Gharb ou égyptiens s'affairent dans les foires et les places de village, à Montpellier et Saint-Gilles notamment. Une petite bourgeoisie suisse et allemande liée à la banque et au négoce des vins et des soieries est présente dans le port de Sète dès le XVIII^e siècle. Aux côtés de ces migrants hautement qualifiés, des étrangers, peu formés, poussés par le dénuement, viennent chercher du travail dans la région, essentiellement dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la domesticité. Cette présence étrangère, bien que réelle, est marginale d'un point de vue numérique et ne représente que quelques centaines d'individus tout au plus.

Le XIX^e siècle : premiers afflux de population immigrée

Au début du XIX^e siècle, le territoire contenu dans les frontières actuelles de la région Languedoc-Roussillon est essentiellement agricole et les campagnes de l'arrière-pays languedocien vivent "repliées sur elles-mêmes"⁽²⁾. En 1851, la région compte 8 664 étrangers, soit 0,6 % de la population régionale, contre 1 % au niveau national. Entre 1851 et 1886, la progression de la population régionale est forte, soutenue à la fois par l'arrivée des populations montagnardes françaises et l'afflux

d'immigrants venus travailler dans la viticulture en bas pays languedocien, dans les industries naissantes sur le piémont ou les activités portuaires ou salines sur le littoral. (La Lozère se tient toutefois à l'écart de la dynamique régionale, murée dans un lent et séculaire déclin démographique.) Au tournant du siècle, le Languedoc-Roussillon compte proportionnellement plus d'étrangers que la moyenne nationale⁽³⁾.

Le XX^e siècle : la région devient un des principaux pôles nationaux d'immigration

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la France est "le point de mire des Européens à la recherche de travail et/ou fuyant les persécutions⁽⁴⁾". Dans ce contexte, et face à la grave crise démographique qui secoue le Languedoc-Roussillon, la région devient rapidement un des principaux pôles nationaux d'immigration. Ainsi, entre 1911 et 1921, la part de la population étrangère en Languedoc-Roussillon double, passant de 3 à 7,6 % de la population régionale totale, et se situe largement au-dessus de la moyenne nationale (3,9 %). Dans les années 1920 et 1930, la proportion d'étrangers en Languedoc-Roussillon est supérieure de 3 points à celle de l'échelon national. Un pic est atteint en 1931 où l'on compte jusqu'à 10 % d'étrangers dans la population régionale.

À partir des années 1930 néanmoins, la crise économique, sociale et politique mais aussi morale qui secoue le pays prend les étrangers pour cible, et l'on constate un reflux de leur nombre dans la région, à l'instar de ce qui se passe au niveau national. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le nombre d'étrangers présents dans la région a baissé, même si la part de la population étrangère s'élève à 8,1 % en Languedoc-Roussillon, contre 4,3 % au niveau national. Dans les années 1960 et 1970, leur nombre progresse à nouveau (19 763 étrangers de plus entre 1962 et 1975, soit 16 % d'augmentation), mais la part de la population étrangère en Languedoc-Roussillon demeure stable (autour de 8 %). Les étrangers en Languedoc-Roussillon continuent à être proportionnellement plus nombreux qu'au niveau national, même si l'écart se réduit (1,5 point entre l'échelon régional et national en 1975).

À partir des années 1970, l'immigration de travail est officiellement suspendue, mais les arrivées d'immigrants se poursuivent, notamment au travers du regroupement familial. L'apparente stabilité des chiffres de l'immigration régionale cache de nouvelles évolutions dans la composition de la population immigrée (importance de l'immigration maghrébine et étiolement de la colonie espagnole, nouvelles vagues d'immigration européenne et extra-européenne liées à la signature des accords de main-d'œuvre, naturalisations, féminisation, vieillissement). La part de la population étrangère s'établit à 7 % de la population régionale en 1982, légèrement en des-

sous de la moyenne nationale (8 %). Le nombre d'étrangers se stabilise à partir de 1982 : la région compte 134 832 étrangers en 1982, 132 854 en 1990 et 131 493 en 1999, mais leur part dans la population totale passe de 7 % en 1982 à 5,7 % en 1999⁽⁵⁾. En 2004, le Languedoc-Roussillon est la quatrième région d'immigration en France, après les régions Île-de-France, PACA et Rhône-Alpes.

Le rôle des immigrants dans la naissance et le développement de l'“usine à vin” régionale

Les grandes étapes du développement de la viticulture languedocienne et roussillonnaise sont indissociablement liées à l'apport de population étrangère. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, la culture de la vigne progresse, dans le Roussillon notamment, au détriment de celle du blé, de l'olive et de l'élevage, jusqu'à une conversion totale à la monoculture viticole⁽⁶⁾. L'arrivée du chemin de fer précipite la vocation viticole de la région et son intégration dans l'ensemble économique français⁽⁷⁾. À partir des années 1850, la viticulture s'oriente vers la production de masse, dont le développement nécessite le renfort d'une main-d'œuvre extérieure, non qualifiée et bon marché en provenance des régions montagnardes françaises⁽⁸⁾ et de l'étranger, essentiellement d'Espagne.

Une deuxième étape dans l'emploi de la main-d'œuvre étrangère est franchie après 1876. À la crise de l'oïdium⁽⁹⁾, qui secoue le monde viticole languedocien en 1851, succède celle du phylloxéra⁽¹⁰⁾, à la fin des années 1860 dans le Gard et l'Hérault, puis à compter des années 1870 dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales. Le renouvellement du vignoble est, en partie, assuré par des étrangers car les modifications techniques imposées par la lutte contre le phylloxéra ont entraîné des changements radicaux dans la culture (labour, arrachage et replantage de plants américains) demandent des besoins de main-d'œuvre importants. Ainsi, dans l'Aude par exemple, la population étrangère recensée passe de 2 937 à 9 240 entre 1876 et 1881. Malgré la crise de mévente entre 1892-1914, la région est une “usine à vin” qui emploie une main-d'œuvre étrangère importante de travailleurs installés à demeure mais aussi de saisonniers venus se constituer un pécule avant de repartir au pays. Ainsi, dans le secteur viticole, on estime à 20 000 le nombre de saisonniers ibériques au début du XX^e siècle. D'abord logés dans le domaine, nombre d'ouvriers agricoles permanents accèdent, au bout de quelques années, au statut de métayer ou de fermier, et deviennent propriétaires de leur logement.

La dépendance du secteur viticole à la main-d'œuvre étrangère ne se dément pas au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : plus de la moitié des étrangers de la région travaillent dans le secteur "forêts et agriculture" en 1954. D'après les directions départementales de l'emploi et du travail, plus de 55 400 contrats de travail saisonnier, représentant approximativement un million de journées de travail, ont été conclus en 1966 dans les quatre départements viticoles de la région (Aude, Gard, Hérault et Pyrénées-Orientales), soit une progression de 650 % par rapport à 1956. Progressivement, les actifs étrangers, essentiellement espagnols, se détournent de ce secteur d'activités, qui représente le plus bas degré de réussite sociale, au profit du BTP puis du tertiaire. À partir des années 1970, les Marocains remplacent les Espagnols dans l'agriculture où les conditions observées sont plus précaires (pauses et buvettes réduites voire supprimées) et les cadences soutenues (de 400 souches taillées par jour on passe à 500, voire à 800 dans certains domaines). Plus tard, la gestion de la main-d'œuvre agricole se structure autour du travail au noir et de l'embauche de travailleurs migrants sous contrat Omi, véritable "contrat d'esclavage" légal.

Des renforts de main-d'œuvre étrangère dans un tissu industriel pourtant ténu

De sources statistiques, nous savons que, en 1934, les industries de transformation constituent le deuxième secteur d'activités des étrangers après l'agriculture dans l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, et après les industries extractives dans le Gard. Dans les Pyrénées-Orientales, par exemple, l'emploi étranger concerne essentiellement les petites industries traditionnelles (bouchons de liège au Boulou ou à Port-Vendres, d'espadrilles, ainsi que les fabriques dans les secteurs de "bois et meubles" ou de "textile et vêtements"). Toujours dans les Pyrénées-Orientales, 8 % des actifs étrangers travaillent dans les industries d'extraction (essentiellement dans la mine de plomb argentifère de Lamanère). Dans le Gard, ce taux s'élève à 37 %. L'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans la vallée du Gardon est ancienne et date du début de l'exploitation de la houille cévenole. Dès la fin de l'Ancien Régime en effet, à l'instar des mineurs belges et néerlandais, des mineurs anglais et des "spécialistes piémontais" arrivent à La Grand-Combe pour enseigner aux ouvriers nationaux les méthodes de travail, notamment d'abattage⁽¹¹⁾. À l'orée du passage à la production industrielle, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la politique de main-d'œuvre est dictée par un patronat d'inspiration paternaliste qui recrute des travailleurs exclusivement catholiques qu'il fait venir de Lozère,

d'Ardèche, du Massif central, mais aussi d'Italie et d'Espagne⁽¹²⁾. Plus tard, en 1916, la création des services de travailleurs coloniaux et la signature par le gouvernement français de conventions avec la Pologne et la Tchécoslovaquie⁽¹³⁾ diversifient l'origine nationale des mineurs étrangers. La reprise en main progressive par le comité central des houillères du recrutement des étrangers (sélection dans le pays d'origine, répartition sur les sites d'exploitation) traduit une stratégie de contrôle social fort. Dans les années 1920 et 1930, la population étrangère employée dans les mines cévenoles, majoritairement originaire du Maghreb (des Berbères de Kabylie pour l'essentiel), de la rive nord de la Méditerranée et de l'Europe de l'Est, croît rapidement. L'embauche et le renvoi des mineurs étrangers, particulièrement des Nord-Africains, constituent une variable d'ajustement durant les crises conjoncturelles du secteur minier (1927-1928, 1931-1935), favorisée par le cadre juridique de l'emploi de la main-d'œuvre indigène.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la politique de main-d'œuvre est dictée par un patronat d'inspiration paternaliste qui recrute des travailleurs exclusivement catholiques qu'il fait venir de Lozère.

Après la Seconde Guerre mondiale, la multiplication des grands travaux, des opérations d'urbanisme et l'explosion du périurbain créent de nouvelles opportunités d'emploi pour les immigrés à des postes de manœuvres ou de maçons dans le BTP, au détriment des secteurs d'activités où ils sont traditionnellement embauchés. En recul dans l'agriculture, on constate également un net repli de la main-d'œuvre étrangère dans le bassin minier et industriel d'Alès-La Grand-Combe : 22 % (soit 1 741 personnes) des actifs gardois employés dans les mines en 1954 étaient étrangers contre 3,8 % en 1975 (soit 480). Plus tard, la destruction de l'emploi industriel n'est que partiellement compensé par l'emploi créé dans le secteur tertiaire.

Les vagues migratoires espagnoles : entre immigrations économiques et exils

Durant près de cent cinquante ans, entre le milieu du XIX^e siècle et 1990, l'immigration espagnole est prépondérante en Languedoc-Roussillon. Le voisinage avec la péninsule Ibérique joue à plein. Tout au long des XIX^e et XX^e siècles, la région constitue une destination privilégiée des Espagnols aspirant à de meilleures conditions économiques ou fuyant les persécutions politiques. En 1851, ils représentent 57,2 % des étrangers en Languedoc-Roussillon, contre 7,8 % au

niveau national. À la main-d'œuvre espagnole s'ajoutent les ressortissants ibériques réfugiés dans la région pour des raisons politiques (guerres carlistes, fin de l'Empire colonial espagnol en 1898). Les effectifs sont, au milieu du XIX^e siècle, modestes : la région compte alors moins de 5 000 Espagnols (dont 3 600 uniquement dans les Pyrénées-Orientales). Entre 1851 et 1911, la progression des effectifs espagnols suit celle de la production viticole et la région en compte près de

35 000 en 1911, soit un tiers des ressortissants espagnols de France⁽¹⁴⁾. Ceux-ci se répartissent essentiellement dans l'Aude (8 610 soit 91,1 % des étrangers du département), l'Hérault (12 501, soit 69,1 %) et les Pyrénées-Orientales (12 575, soit 94,3 %).

L'Espagne, neutre pendant le premier conflit mondial, fournit par ailleurs d'importants contingents de main-d'œuvre durant cette période⁽¹⁵⁾ (d'autant que les migrants du

Massif central et des Cévennes, moins nombreux du fait de la guerre, se dirigent vers les centres urbains plutôt que vers le midi viticole).

Plus tard, les revers militaires des républicains durant la guerre civile espagnole entraînent des afflux massifs de réfugiés en France, particulièrement dans les départements de la région Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon. La *Retirada* ("retraite" en espagnol) débute après la chute de la Catalogne. Entre la fin du mois de janvier et le 9 février 1939, date à laquelle la frontière est fermée par les franquistes, ce sont près d'un demi-million d'Espagnols, civils et militaires, le plus souvent dans le dénuement le plus complet, qui franchissent la frontière à pied, escortés par des troupes coloniales, tirailleurs sénégalais ou soldats marocains. En l'absence totale de dispositif d'accueil, les réfugiés sont regroupés et internés, dans des conditions matérielles déplorables, dans des camps de fortune, dont certains au bord des plages du Roussillon (Argelès, Saint-Cyprien, Le Barcarès). Le nombre exact de décès est impossible à chiffrer, mais on estime à plusieurs milliers le nombre de morts dues au froid, au manque d'eau et d'hygiène. Parmi eux, le poète d'origine sévillane Antonio Machado, engagé aux côtés des Républicains, succombe à la dysenterie le 2 février 1939. Les associations d'immigrés espagnols de la région organisent la solidarité, et le *Centro Español* de Perpignan, par exemple, accueille plusieurs centaines d'enfants réfugiés et leur propose nourriture, éducation et assistance médicale.

Pendant l'Occupation, une loi sur le "travail obligatoire des réfugiés" est édictée et les exilés sont employés dans la région dans l'agriculture et les activités paramilitaires. Dès 1940, les étrangers jouent un rôle actif dans la Résistance, notam-

Pendant l'Occupation, une loi sur le "travail obligatoire des réfugiés" est édictée et les exilés sont employés dans la région dans l'agriculture et les activités paramilitaires.

ment depuis les maquis des Cévennes. Des guérilleros espagnols (ainsi que des résistants allemands impliqués dans le Travail allemand) prennent une part active dans la libération de plusieurs communes du Languedoc-Roussillon, dont Prades, Céret et Perpignan dans les Pyrénées-Orientales, mais aussi dans les villes de Montpellier et Nîmes.

La prépondérance de l'immigration espagnole sur les autres nationalités se vérifie encore au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, malgré une baisse notable des effectifs. Ainsi, 72,3 % des étrangers sont de nationalité espagnole en Languedoc-Roussillon en 1946. Aux exilés de la guerre civile espagnole succède, à partir de 1956, par le truchement de l'Office national d'immigration, une immigration espagnole communément qualifiée d'immigration économique. Les effectifs espagnols atteignent un pic en 1968 avec plus de 108 000 ressortissants en Languedoc-Roussillon (ils constituent également, à cette date, la première colonie étrangère au niveau national). Après 1975, on assiste au passage d'une immigration majoritairement ibérique à une immigration algérienne puis marocaine. En 1975, les Espagnols représentent tout de même 57 % de la population étrangère en Languedoc-Roussillon. Entre 1975 et 1982, les recensements de population comptent 28 780 ressortissants espagnols de moins. La baisse se poursuit en 1990 et 1999, les Espagnols ne représentant alors plus que 17,9 % de la population étrangère. Depuis 1990, ils ne sont plus au premier rang des étrangers en Languedoc-Roussillon. Aujourd'hui, cette immigration semble avoir fait souche du fait de son ancienneté et de son "invisibilisation"⁽¹⁶⁾ (mariages mixtes et naturalisations). Pour autant, les politiques d'asile au moment de la *Retirada*, les jugements dépréciatifs portés sur les travailleurs ibériques et leurs familles par la société dite d'accueil, les difficultés d'apprentissage de la langue française rencontrées par certains immigrés ibériques traduisent la violence occultée d'une intégration longtemps qualifiée d'"exemplaire" ou "sans douleur"⁽¹⁷⁾.

Une présence italienne ancienne

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la deuxième colonie étrangère au niveau régional est italienne, avec une présence marquée dans le Gard et l'Hérault. À Sète, par exemple, la présence italienne remonte à la fondation de la ville au XVII^e siècle, mais "l'année 1873 marque un tournant dans l'histoire des migrations sétoises"⁽¹⁸⁾, où l'on constate, du fait de réseaux migratoires efficaces, d'importantes arrivées d'Italiens de Gaète et du Mezzogiorno. L'hostilité du monde ouvrier à l'encontre des étrangers, conséquence d'une montée du sentiment national et

xénophobe dans la seconde moitié du XIX^e siècle, trouve sa plus violente illustration lors de la récolte du sel à Aigues-Mortes en août 1893 avec le massacre de huit ouvriers italiens et de plusieurs disparus. Autre fait notable, l'afflux d'Italiens dans les années 1920 dans tout le Sud-Ouest, notamment dans le Lauragais audois. Encouragée par les autorités locales, l'immigration italienne apparaît comme la dernière planche de salut avant l'abandon définitif de terres agricoles (du fait du déficit démographique et de l'exode rural). Au recrutement organisé et planifié par les offices et comités locaux et régionaux de main-d'œuvre s'ajoutent nombre de travailleurs clandestins. L'étiollement de la colonie italienne est progressif à partir des années 1950, tandis qu'apparaît une timide communauté portugaise dans la région.

L'immigration algérienne dans le sillage du processus de décolonisation

À partir de 1947, la loi Lamine-Gueye (1946), qui accorde la nationalité française (et donc la citoyenneté) à tous les sujets de l'Empire, est appliquée en Algérie. Cependant, l'octroi de la nationalité française n'est pas accompagné de la citoyenneté politique et juridique. Le statut de "Français musulmans d'Algérie" prévoit néanmoins la libre circulation en métropole. Le département des Pyrénées-Orientales constitue alors "un lieu de passage et de courte durée pour la plupart des Algériens débarquant à Port-Vendres ou atterrissant à l'aérodrome de Perpignan-Llabanère⁽¹⁹⁾" dans les années 1950. Au recensement de 1954, 5 980 "musulmans originaires d'Algérie" ont été dénombrés en Languedoc-Roussillon, dont 3 960 dans le Gard, soit 66 % des effectifs régionaux. Après les accords d'Evian de 1962, l'immigration algérienne se poursuit et s'intensifie. Le nombre d'Algériens double entre 1962 et 1975 au niveau régional, suivant en cela la tendance nationale.

Avec le processus de décolonisation et la fin de la guerre d'Algérie, la composition sociologique de la population régionale est modifiée par l'arrivée nombreuse de pieds-noirs et harkis. Le Languedoc-Roussillon va ainsi "accueillir", dans des conditions le plus souvent indignes, bon nombre des milliers de "Français musulmans" ou harkis. Ces derniers arrivent dans la région à l'issue d'un voyage sans retour. Les conditions de rapatriement déterminent leurs trajectoires individuelles et familiales alors qu'ils sont installés, provisoirement ou durablement, dans trois anciens camps de la région : à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), sur le causse du Larzac ou au camp de Saint-Maurice l'Ardoise (Gard) jusqu'à la fin des années 1970.

L'immigration marocaine : de l'essor à la relégation urbaine

Aux côtés des Algériens apparaissent, durant ces années, deux nouvelles vagues migratoires. La première, tunisienne, reste modeste. On compte en effet 640 Tunisiens en Languedoc-Roussillon en 1962, 720 en 1968, 1 708 en 1975, 2 284 en 1982, 2 752 en 1990. La seconde, de plus grande ampleur, résulte de la signature d'accords de main-d'œuvre avec le Maroc en 1963. Entre 1962 et 1975, la colonie marocaine passe de 400 à 13 713 personnes. Elle est ainsi multipliée par 35 en moins de quinze ans, pour représenter 9,5 % des étrangers de la région en 1975. Les Marocains constituent alors la première communauté étrangère en 1990 avec 40 547 ressortissants, soit 30,5 % de la population régionale. Au recensement de 1999, ils sont 43 437, soit 33 % de la population étrangère.

Il s'agit d'une population majoritairement urbaine, présente à Montpellier, Béziers ou Perpignan, mais également "dans le chapelet de villes qui s'étire tout au long du couloir languedocien de Pont-Saint-Esprit à Castelnaudary, sans pour autant respecter la hiérarchie urbaine : Nîmes et Narbonne ont moins attiré que Sète, Lunel et Beaucaire sont mieux représentées⁽²⁰⁾", ainsi que la vallée de l'Hérault et Lodève, et la haute vallée de l'Aude. La population immigrée marocaine n'est pas répartie également au sein des villes. Elle habite majoritairement en immeuble collectif, dans la partie la plus vétuste du parc immobilier. À Montpellier, la Zup de la Paillade et le Petit-Bard-Pergola, à l'ouest de la ville, concentrent de fortes proportions de populations immigrées, d'origine maghrébine, qui n'ont pas pu avoir accès à la propriété dans le périurbain ou à la location dans d'autres quartiers de la ville.

Le quartier du Plan Cabanes, situé en bordure sud du centre-ville devient, à partir des années 1980, malgré une faible implantation résidentielle, "le quartier arabe dans l'imaginaire de la population montpelliéraine⁽²¹⁾", du fait de l'implantation de commerces de produits orientaux, de lieux de culte musulman et d'un marché très animé. Les taux de chômage dans ces quartiers sont très nettement supérieurs à la moyenne de la ville. Une étude de l'ANPE de mars 1997 montre d'ailleurs que les deux tiers des chômeurs étrangers de la région sont marocains, les immigrés natifs d'un pays européen étant proportionnellement moins touchés. Les risques de relégation sociale pèsent fortement, en raison notamment de pratiques discriminatoires avérées dans différentes sphères de la vie sociale au niveau de l'emploi⁽²²⁾, mais également du logement⁽²³⁾.

**Les deux tiers
des chômeurs étrangers
de la région sont
marocains, les immigrés
natifs d'un pays européen
étant proportionnellement
moins touchés.**

Des phénomènes migratoires nouveaux

Aujourd'hui, les formes classiques de l'immigration de travail, de refuge et de regroupement familial cohabitent avec des migrations jusqu'ici inédites. Tout d'abord, l'installation dans la vallée du Rhône, le Lauragais, les Hautes-Corbières, les Cévennes gardoises et héraultaises de ressortissants d'Europe du Nord, retraités ou actifs en reconversion professionnelle, attirés dans la région par le climat, les paysages et les possibilités d'acquisition de foncier à bas prix est, depuis les années 1960, en constante augmentation. À l'inverse, une population très précarisée de mineurs étrangers isolés, difficilement quantifiable, en situation d'errance, pour l'essentiel originaires du Maroc, renouvelle la figure de l'immigré économique ou du réfugié tant leur situation semble déterminée par ces deux dimensions, en même temps qu'elle interpelle les acteurs associatifs et professionnels du secteur social. Autres figures inédites du migrant, celles incarnées par les demandeurs d'asile déboutés à Montpellier (Kurdes), soutenus dans leur bras de fer avec l'administration par des collectifs de sans-papiers et par la Cimade, ou plus récemment celles d'étrangers sans-papiers conjoints de citoyens français réunis au sein du Collectif des amoureux au ban public pour le droit des couples mixtes à vivre en famille qui s'est créé à Montpellier... Autant de phénomènes migratoires spécifiques dont l'histoire reste à écrire... ■

Notes

1. Voir le rapport final de l'étude de l'Acsé, Dukic, Suzana (coord.), *Histoire et mémoire des immigrations en Languedoc-Roussillon, XIX^e-XX^e siècles*, mai 2008, 2 tomes.
2. Maurin, Jules, "Les migrations en Languedoc méditerranéen, fin XIX^e-début XX^e siècle", *Recherches régionales*, n° 4, octobre-décembre 1981.
3. Calvo, Michel, "Démographie et données sociales sur l'immigration en Languedoc-Roussillon. Le Languedoc-Roussillon", in *Hommes et migrations*, vol. 1169, 1993.
4. Blanc-Chaléard, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, La Découverte, "Repères", Paris, 2001, 121 p.
5. Dans le même temps, le Languedoc-Roussillon connaît une des plus fortes croissances démographiques régionales (+ 9,8 % entre 1982 et 1990, par exemple).

6. Gavignaud, Geneviève, *Propriétaires et viticulteurs en Roussillon. Structures, conjonctures, société, XIII-XX^e siècles*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1983.
7. Fornairon, José-Dominique, "Les étrangers d'origine méridionale en Languedoc-Roussillon de 1850 à nos jours", in *Revue de l'économie méridionale*, n° 76, 1972.
8. On parle de "Gavaches pour désigner les migrants venant principalement du Narbonnais, Biterrois, de l'Ariège, du Tarn et de l'Aveyron". Voir Cholvy, Gérard, "Biterrois et Narbonnais, mutations économiques et évolution des mentalités à l'époque contemporaine", in *Economie et société en Languedoc-Roussillon de 1789 à nos jours*, Centre d'histoire contemporaine du Languedoc-Méditerranéen et du Roussillon, actes du colloque, Montpellier, 1978.
9. Il s'agit d'un champignon qui couvre la vigne d'une poussière grisâtre. L'emploi de la fleur de soufre permet d'enrayer la maladie.
10. Le phylloxéra est une maladie de la vigne due à l'insecte du même nom qui provoque la galle sur les feuilles et des nodosités sur les racines, conduisant à la mort du cep en quelques années.
11. Santucci, Marie-Renée, "La main-d'œuvre étrangère dans les mines de La Grand-Combe jusqu'en 1940", in *Mines et mineurs en Languedoc-Roussillon de l'Antiquité à nos jours*, actes du colloque de la Fédération historique du Languedoc méditerranéen, Montpellier, 1977.
12. Cabanel, Patrick, *Histoire des Cévennes*, PUF, "Que sais-je ?", n° 3342, Paris, 2004.
13. Sugier, Fabrice, "L'immigration européenne dans le bassin houiller de La Grand-Combe", in *Causse et Cévennes*, n° 4, tome 17, octobre-décembre 1992.
14. En 1911, la part des Espagnols dans la population étrangère régionale s'accroît, se situant autour de 76 %, en même temps qu'augmente la part des étrangers dans la population totale (elle est multipliée par 5).
15. Lillo, Natacha, "L'immigration espagnole en France dans l'entre-deux-guerres à travers l'exemple du Languedoc-Roussillon", in *Exils et migrations ibériques*, n° 2, nouvelles séries, printemps 2007.
16. Dreyfus-Armand, Geneviève, "La constitution de la colonie espagnole en France", in *L'Intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, Observatoire de l'intégration en Languedoc-Roussillon, actes du colloque, Montpellier, 1995.
17. Dukic, Suzana, "Les immigrants espagnols à l'épreuve de l'hospitalité conditionnelle en Languedoc-Roussillon (XIX^e-XX^e siècles). Le principe d'hospitalité", in *VEI-diversité*, juin 2008.
18. Llopis, Magali, "Histoire d'une immigration : la colonie italienne de Sète", in *Bulletin de la société d'études historiques et scientifiques de Sète et de sa région*, tomes XXVI, XVII et XVIII, 2003.
19. Beaucarne, Anthime, "Situation de la main-d'œuvre nord-africaine dans les Pyrénées-Orientales", mémoire de stage, ENA, 1952.
20. Boumad, Miossec, "Espaces maghrébins en Languedoc-Roussillon", in *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, vol. 3-4, juillet-décembre 1988.
21. Chevalier, Dominique, "Pratiques et images d'un lieu d'immigration : le Plan Cabanes à Montpellier", in *Les Cahiers du CREHU*, n° 8, 1998.
22. Bataille, Philippe, Schiff, Claire, "La discrimination à l'embauche : le cas du bassin d'emploi d'Alès", in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 76, 1997 ; Noël, Olivier, "Jeunes issus de familles immigrées, accès à l'entreprise et processus de discrimination : le bassin d'emploi de Nîmes", in *Notes et études de l'ISCRA*, n° 1, 1996, et "Jeunes issus de familles immigrées, accès à l'entreprise et processus de discrimination : le bassin d'emploi de Narbonne", in *Notes et études de l'ISCRA*, n° 2, 1998.
23. Voir le film *Leila l'inlogeable*, réalisé par le Collectif Urgence familles mal-logées, l'association de lutte contre les discriminations au logement Habiter Enfin ! et l'association d'éducation à l'image Les Ziconofages, 2009.